



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-29 du 10 novembre 2022

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. La Commission européenne soumet au Trésor américain ses commentaires sur l'IRA
2. Les États-Unis et la Corée du Sud créent un groupe de travail sur le contrôle-export
3. Des élus républicains s'inquiètent d'une mise en œuvre trop souple de la loi sur les importations du Xinjiang

Climat – énergie – environnement

4. Avant le déplacement du Président Biden à la COP27, la Maison-Blanche publie un état des lieux des actions climatiques américaines
5. L'administration Biden publie la première feuille de route américaine pour les solutions fondées sur la nature face au défi climatique
6. La *task force* USA-UE sur la sécurité énergétique s'est réunie à Washington le 3 novembre

Transport et infrastructure

7. Poursuite de la mise en œuvre de la loi sur les infrastructures

Numérique et innovation

8. Twitter promet de maintenir sa capacité de modération des contenus, lance son service Twitter Blue sur iOS et tente de limiter la fuite des annonceurs
9. Le secteur de la tech annonce des licenciements massifs

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. La Commission européenne soumet au Trésor américain ses commentaires sur l'IRA

La Commission européenne a [communiqué](#) le 4 novembre ses commentaires sur plusieurs dispositions de l'*Inflation Reduction Act* (IRA), dans le cadre de la consultation publique lancée le 5 octobre par le Département du Trésor américain, chargé de l'élaboration de plusieurs mesures d'application du texte [voir flash n°2022-24 du 7 octobre 2022]. Dans sa contribution écrite, la Commission européenne réitère ses préoccupations liées aux effets « *particulièrement inquiétants* » et à la « *concurrence néfaste* » créés par neuf crédits d'impôts institués ou modifiés par cette loi dans les secteurs des véhicules électriques, des énergies renouvelables ou de la production manufacturière avancée. La Commission appelle l'administration américaine à éliminer les éléments discriminatoires et à amender les exigences de production locale de ces dispositions afin que les importations européennes soient traitées aussi favorablement que les produits américains et que les investissements dans les secteurs concernés ne soient pas massivement détournés vers les États-Unis. Elle demande également que des mesures de transparence soient mises en œuvre afin d'identifier les bénéficiaires des subventions.

Le [Japon](#) et la [Corée du Sud](#), dont les exportations vers les États-Unis, notamment de véhicules électriques, seraient aussi affectées par l'IRA, ont également répondu à la consultation pour solliciter un traitement non-discriminatoire de leurs produits sur le sol américain.

Parallèlement à cette consultation publique, certains parlementaires américains appellent à l'introduction de flexibilités dans la mise en œuvre de la loi. Quelques semaines après une [proposition](#) de loi en ce sens déposée par le sénateur démocrate de Géorgie R. Warnock, quatre élus démocrates à la Chambre ont à leur tour [suggéré](#), le 25 octobre, que les dispositions sur l'assemblage final en Amérique du Nord et les règles de contenu local sur les véhicules électriques conditionnant l'obtention de crédits d'impôts soient modifiées pour n'entrer en application qu'à compter de 2026.

2. Les États-Unis et la Corée du Sud créent un groupe de travail sur le contrôle-export

Le Département américain du Commerce et le Ministère coréen du Commerce, de l'Industrie et de l'Énergie ont [annoncé](#) le 8 novembre la création d'un groupe de travail sur le contrôle des exportations de biens à double usage. Selon le communiqué, ce groupe a pour objectif d'identifier

des actions spécifiques de coopération entre les deux pays dans ce domaine, « afin de renforcer la sécurité internationale et d'assurer un *level playing field* ».

La création de ce groupe intervient après la publication le 7 octobre de nouvelles mesures américaines de contrôle-export sur les semi-conducteurs à destination de la Chine, avec application extraterritoriale de certaines mesures [voir flash n°2022-25 du 14 octobre 2022].

Le communiqué rappelle que l'agence au sein du Département du Commerce en charge du contrôle-export, le BIS (*Bureau of Industry and Security*), s'est engagée à utiliser « de manière agressive » le contrôle-export afin de protéger la sécurité nationale des États-Unis.

3. Des élus républicains s'inquiètent d'une mise en œuvre trop souple de la loi sur les importations du Xinjiang

Les parlementaires républicains Marco Rubio, sénateur de Floride, et Chris Smith, représentant du New Jersey, ont [envoyé](#) le 2 novembre une lettre au Comité consultatif des douanes américaines en charge des opérations douanières commerciales (COAC) s'inquiétant de certaines recommandations de ce comité sur la mise en œuvre de la loi *Uyghur Forced Labor Prevention Act* (UFLPA). Pour mémoire, cette loi, adoptée de manière bipartisane au Congrès en décembre 2021, pose une présomption réfragable de recours au travail forcé pour tout bien importé de la région du Xinjiang, à ce titre interdit d'importations aux États-Unis. Le COAC, composé de 20 membres dont des représentants de grandes entreprises du secteur privé, est chargé d'émettre des recommandations sur les activités des douanes américaines (CBP).

Les élus républicains regrettent notamment que le COAC recommande aux douanes américaines de ne pas rendre publiques les données sur les marchandises et navires recueillies dans le cadre de la mise en œuvre de la loi, arguant qu'une telle publication permettrait de mieux lutter contre le travail forcé. Les élus précisent que l'anonymisation de ces données devrait être approuvée par le Congrès et s'engagent à lutter contre toute tentative de groupes d'importateurs pour soutenir cette mesure.

Brèves :

- Le 7 novembre, à l'occasion de la COP27 en Égypte, la Directrice générale de l'OMC, N. Okonjo Iweala, a [appelé](#) les États-Unis et leurs partenaires commerciaux à éviter une « *guerre des subventions* » et rappelé que,

si certaines subventions aux énergies renouvelables pouvaient contribuer à la réduction des émissions carbone, elles ne devaient pas « *favoriser les biens produits sur le territoire national* ».

- L'agence américaine de crédits-exports (Exim) et la Côte d'Ivoire ont [signé](#) le 3 novembre un mémorandum d'accord (MoU) de 500 M\$ pour accroître les échanges commerciaux entre les deux pays.

- Le Département du Trésor américain a [annoncé](#) le 8 novembre des sanctions contre la Corée du Nord ciblant deux individus et l'entité cyber Tornado Cash.
- Le Département du Trésor américain a [annoncé](#) le 8 novembre des sanctions contre un individu et une entité responsables de l'achat de matériel militaire pour la Birmanie.

Climat- Énergie - Environnement

4. Avant le déplacement du Président Biden à la COP27, la Maison-Blanche publie un état des lieux des actions climatiques américaines

Avant le déplacement du Président Biden en Égypte pour la COP27, prévu le 11 novembre, la Maison-Blanche a [publié](#) un état des lieux des actions climatiques engagées par l'administration Biden depuis le début de son mandat, en janvier 2021.

Le communiqué insiste sur les mesures en faveur de la fabrication et du déploiement aux États-Unis de technologies propres permettant de réduire les coûts, d'engager le pays sur une voie durable permettant de limiter le réchauffement à 1,5°C et de galvaniser l'action climatique du secteur privé.

Le communiqué indique également que les États-Unis encourageront les pays - en particulier les grandes économies - et le secteur privé à renforcer leurs engagements pour aider à combler le fossé entre les promesses actuelles et les alertes répétées de la communauté scientifique.

La Maison-Blanche promeut également le plan d'urgence du président pour l'adaptation et la résilience ([PREPARE](#)), pierre angulaire de la réponse du gouvernement américain pour rendre opérationnel l'engagement du Président Biden à faire face aux impacts croissants de la crise climatique mondiale.

Le communiqué rappelle également que le Président Biden s'est engagé à collaborer avec le Congrès pour porter le financement international des États-Unis en matière de climat à 11 Md\$ par an, ce qui ferait des États-Unis le plus grand contributeur au financement du climat.

5. L'administration Biden publie la première feuille de route américaine pour les solutions fondées sur la nature face au défi climatique

À l'occasion de la COP27 en Égypte, l'administration Biden-Harris [publie](#) sa [Feuille de](#)

[route](#) pour les solutions fondées sur la nature. Ce document établit un ensemble de recommandations pour exploiter le potentiel de solutions fondées sur la nature afin de lutter contre le changement climatique, la perte de biodiversité et les inégalités sociales. C'est la première fois que les États-Unis élaborent une stratégie au niveau fédéral pour développer des solutions fondées sur la nature en réponse au défi climatique.

Les programmes fédéraux donneront la priorité à la conservation et à la restauration des zones humides qui séquestrent de grandes quantités de carbone, à la conservation des prairies pour éviter leur conversion à une agriculture intensive, à la restauration des habitats côtiers, comme les récifs, mangroves et marais, qui peut réduire les risques d'inondations sur le littoral.

L'administration annonce également des engagements interagences fédérales qui doivent garantir que plus de 25 Md\$ soutiennent des solutions fondées sur la nature.

Enfin, un nouveau groupe de travail technique est créé pour intégrer les options fondées sur la nature dans l'analyse coûts-bénéfices des décisions fédérales.

6. La task force USA-UE sur la sécurité énergétique s'est réunie à Washington le 3 novembre

La Maison-Blanche a [publié](#) une note d'information sur les travaux de la *task force* États-Unis-UE sur la sécurité énergétique qui s'est réunie à Washington le 3 novembre dernier. Cette *task force* a été mise en place après la déclaration commune du 25 mars des Présidents Biden et Von der Leyen. Elle vise à diversifier les approvisionnements en gaz naturel de l'UE et à réduire la demande et la consommation de gaz naturel.

La Maison-Blanche indique que la réunion du groupe de travail a fait le point sur les travaux conjoints réalisés à ce jour, notamment les

multiples réunions avec les États membres de l'UE et les représentants de l'industrie européenne et américaine pour discuter et comparer les approches politiques, ainsi que les meilleures pratiques en matière d'économies d'énergie, de déploiement de technologies énergétiques propres et de découplage énergétique avec la Russie, en 2022 et au-delà.

Au regard de la COP27, les parties de la *task force* ont réaffirmé leur engagement en faveur d'une transition énergétique propre accélérée et responsable, à la fois essentielle pour atteindre nos objectifs climatiques communs et le meilleur

moyen d'assurer la sécurité énergétique à long terme dans le monde.

Brèves

- L'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) prévoit que les prix spot du gaz naturel au Henry Hub, le point de référence américain, s'élèveront en moyenne à 6,09 \$/MMBtu (soit 21 €/Mwh) cet hiver (nov. 2022-mars 2023), soit le prix moyen le plus élevé depuis l'hiver 2009-2010.

Transport et Infrastructure

7. Poursuite de la mise en œuvre de la loi sur les infrastructures

L'administration Biden, continue à mettre en œuvre la loi sur les infrastructures, de 1200 Md\$, un an après son adoption. Selon un [communiqué](#) publié par l'administration, 185 Md\$ auraient été attribués jusqu'à présent, même si des sondages effectués avant les élections montrent que nombre d'Américains ne savaient pas que la loi avait été adoptée et n'identifiaient pas les projets couverts. En novembre 2021, le Président Biden a obtenu un compromis entre les démocrates, les républicains et les indépendants afin de présenter la loi bipartisane sur les infrastructures – un investissement historique dans les infrastructures américaines, qui devait permettre de reconstruire les routes et les ponts, de remplacer les canalisations en plomb, d'offrir un accès Internet à haut débit à chaque famille américaine, de fournir une énergie moins chère et plus propre aux ménages et aux entreprises et de produire des résultats concrets qui améliorent la vie des gens. Selon le communiqué, les fonds attribués seraient dirigés vers les États, les tribus, les territoires et les gouvernements locaux au travers de milliers de projets identifiés. Des milliers d'autres projets seront ajoutés dans les mois à venir.

Les cartes mises à disposition montrent le montant du financement annoncé pour les travaux dans les différents États, y compris une ventilation par catégorie de financement. Ce total comprend les fonds « de formule » alloués directement aux États pour les routes, les ponts ou les systèmes d'eau par exemple, ainsi que le financement « de projets spécifiques » pour les aéroports ou les ports. Plusieurs programmes ont également bénéficié des financements « de projets spécifiques », notamment le Corps des ingénieurs de l'armée américaine, ainsi que divers autres projets liés à l'eau, aux incendies de forêt et à la dépollution.

Brèves

- La FAA a fourni un aperçu de la manière dont elle envisage de certifier les aéronefs à décollage et atterrissage verticaux électriques avec la publication des critères de navigabilité proposés pour l'eVTOL 5 places de Joby aviation, le JA S4-1. Les critères, qui précisent les exigences auxquelles les avions doivent répondre pour obtenir la certification de type, ont été [mis en ligne](#) lundi, avant leur publication comme norme inscrite au registre fédéral le 8 novembre. Ils précisent les définitions et les exigences qui s'appliquent spécifiquement aux avions à hélice basculante entièrement électriques de Joby.

Numérique et Innovation

8. Twitter promet de maintenir sa capacité de modération des contenus, lance son service Twitter Blue sur iOS et tente de limiter la fuite des annonceurs

Suite à la prise de contrôle de Twitter par Elon Musk, les analystes scrutent les changements qui s'opèrent déjà sur la plateforme, au-delà de l'importante vague de licenciements. Concernant la modération des contenus, les capacités de

modération de base de l'entreprise sont toujours en place d'après le responsable de la sécurité et de l'intégrité de l'entreprise, Yoel Roth. Les licenciements ont touché environ 15% du groupe Trust and Safety de Twitter, mais le personnel de modération de première ligne a subi le moins d'impact selon Yoel Roth. Par ailleurs, le volume quotidien des actions de modération est resté stable d'après le même responsable. Elon Musk lui-même a déclaré sur le sujet : « nous avons vu cette semaine les discours haineux parfois descendre en dessous de nos niveaux antérieurs ». Elon Musk avait par ailleurs déclaré que Twitter mettrait en place un « conseil de modération de contenu » et avait également souligné l'accent mis par Twitter sur la modération : « encore une fois, pour être parfaitement clair, le fort engagement de Twitter en faveur de la modération de contenu reste absolument inchangé ». Par ailleurs, la plateforme a annoncé que tout compte Twitter se livrant à l'usurpation d'identité sans spécifier clairement qu'il s'agit d'un compte parodique sera définitivement suspendu. Malgré sa déclaration antérieure selon laquelle aucune décision majeure sur la politique de modération des contenus ne serait prise tant que Twitter n'aurait pas mis en place ce conseil de modération du contenu pour voter à leur sujet, le nouveau propriétaire du service aurait apparemment pris cette décision tout seul. Concernant les fonctionnalités de la plateforme, Twitter a annoncé le 9 novembre que le nouveau Twitter Blue, qui coûte désormais 7,99 \$ par mois et permet d'obtenir une coche bleue vérifiée, est officiellement disponible dans son application pour iPhone et iPad. Annoncée par Elon Musk à de multiples reprises depuis sa prise de contrôle de l'entreprise, cette fonctionnalité permet notamment la vérification du compte utilisateur de l'abonné, ainsi que moins d'annonces publicitaires. Alors qu'Elon Musk a positionné la vérification payante comme un moyen d'accroître la confiance dans la plateforme, l'idée est critiquée pour avoir permis le contraire, en partie parce qu'elle pourrait théoriquement permettre à n'importe qui de payer pour dire qu'il est la version vérifiée de n'importe qui d'autre. Enfin, du point de vue de l'activité de l'entreprise, Twitter a affirmé que la croissance quotidienne de ses utilisateurs a atteint des « sommets historiques » au cours de la première semaine complète d'Elon Musk à la tête de la plateforme. La croissance des utilisateurs quotidiens monétisables de Twitter aurait en effet connu une hausse de plus de 20% et serait particulièrement forte aux États-Unis, premier marché de la plateforme. À l'inverse, les annonceurs semblent fuir la plateforme : dans un

autre tweet vendredi, Elon Musk a déclaré que la société avait constaté « une baisse massive de ses revenus » en raison de « groupes d'activistes faisant pression sur les annonceurs ».

9. Le secteur de la tech annonce des licenciements massifs

Après une année 2021 record en termes de valorisations, d'investissements et de rentabilité, au cours de laquelle Meta a par exemple augmenté ses revenus de 37% par rapport à 2020, le secteur de la tech est davantage en difficulté cette année. Depuis le printemps, avec l'augmentation des taux d'intérêt par la Fed qui pénalisent particulièrement le secteur technologique du fait de la sensibilité de la valorisation de ses entreprises aux variations des taux, ces dernières ont annoncé des [licenciements massifs](#) : Snap a ainsi libéré 20% de sa masse salariale fin août (soit 1280 personnes), Meta a annoncé la suppression de 11000 postes, Twitter 3700 (50% de ses salariés), Salesforce 1000, RedFin 862, tandis que Microsoft, Alphabet, Apple et Microsoft ont gelé les embauches.

Toutefois, malgré un contexte économique général peu favorable et incertain, la plupart de ces entreprises ont des prévisions de croissance à court terme qui restent élevées, bien que revues à la baisse. Ainsi, Amazon maintient une prévision de croissance de 2% après une croissance au T3 de 14%, Microsoft a vu son chiffre d'affaires augmenter de 11% en un an, Alphabet et Snap ont vu leurs recettes croître de +6%, seul Youtube voyant une baisse de ses revenus publicitaires de 2%.

Brèves

- La Maison-Blanche a réuni 36 pays et l'UE pour le deuxième [sommet de l'Initiative internationale contre les rançongiciels](#) du 31 octobre au 1^{er} novembre 2022. Tout au long du sommet, les États et les partenaires du secteur privé ont discuté et développé des actions concrètes et coopératives pour contrer la propagation et l'impact des rançongiciels dans le monde entier. Un groupe de travail international sur la lutte contre les rançongiciels a été établi pour coordonner la résilience et la lutte contre cette activité. Il sera dirigé par l'Australie en tant que premier président et coordinateur.
- Le 4 novembre, la Représentante Jan Schakowsky (D-IL 9th District), présidente du sous-comité de la protection des consommateurs et du commerce de la Chambre, et le Représentant Gus Bilirakis (R-FL 12th District) ont envoyé des [lettres](#) à Apple et

Google pour se renseigner sur la surveillance étrangère des Américains par des applications mobiles proposées dans leurs magasins d'applications. Ces lettres ciblaient en particulier l'hébergement de l'application chinoise TikTok sur les magasins d'applications de Google et d'Apple.

- Le 4 novembre, les sénateurs Kevin Cramer (R-ND), Cynthia Lummis (R-WY) et Marco Rubio (R-FL) ont écrit une [lettre](#) à la présidente de la Federal Trade Commission (FTC), Lina Khan, exprimant leur inquiétude concernant la proposition de réglementation de l'agence sur la surveillance commerciale et la sécurité des données. Dans leur lettre, ils notent que la vie privée des consommateurs est une priorité

pour de nombreux électeurs et que certains États ont pris des mesures pour créer des normes de confidentialité et de sécurité pour les entreprises de leurs États. Ils déclarent que le Congrès devrait adopter une législation qui crée une norme nationale cohérente qui n'étouffe pas l'innovation ou ne crée pas d'obstacles déraisonnables pour les petites entreprises tout en protégeant les consommateurs. Les sénateurs soutiennent que, dans ce contexte, la FTC ne devrait pas tenter d'ajouter une réglementation confuse à des réglementations déjà incomplètes sur la protection des données personnelles.

Santé

Brèves

- VillageMD [a annoncé](#), le 7 novembre, l'achat de Summit Health-CityMD pour une valeur de 8,9 Md\$. Summit Health-CityMD est un prestataire important de soins de santé primaires, spécialisés et d'urgence, avec 13 000 employés et 2 800 fournisseurs répartis

dans 370 sites dans le New Jersey, l'État de New York, le Connecticut, la Pennsylvanie et l'Oregon. Le distributeur Walgreens et l'entreprise EverNorth, une filiale de la compagnie d'assurance Cigna, participent à ce rachat. Walgreens Boots Alliance investit 3,5 Md\$ dans ce rachat et possèdera ainsi une part de 53 % dans le capital de VillageMD.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDET, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.